

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
DÉPARTEMENT DES PYRÉNÉES-ORIENTALES  
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL  
COMMUNE DE FORMIGUERES

Date de première convocation  
24/12/2025  
Date d'affichage de la première convocation  
24/12/2025

Le quorum n'ayant pas été atteint à l'occasion de la réunion du 29/12/2025 à 20h30, le conseil municipal a de nouveau été convoqué pour une réunion le 05/01/2026 à 20h30

Date de deuxième convocation  
29/12/2025  
Date d'affichage de la seconde convocation  
29/12/2025

RECULE  
21 JAN. 2026  
Sous-Préfecture  
de Prades

NOMBRE DE MEMBRES				
EN EXERCICE	PRESENTS	ABSENTS	PROCURATIONS	SECRETAIRE DE SEANCE
9	4	5	1	A. COMPAGNON

Séance du 05 janvier 2026

L'an deux mille vingt-six et cinq janvier à 20h30, le Conseil Municipal de cette Commune régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de Monsieur VALLIS Serge, Maire,

Présents : S. VALLIS, A. COMPAGNON, P. MIRAN, R. VILALTA  
Absents : F. BADIE, J. LAUBRAY, J. CORREA, P. PETTQUEUX, V. PICHEYRE  
Procurations : F. BADIE à R. VILALTA

Objet de la Délibération :  
DECISION MODIFICATIVE N°2 ANNULANT ET REMPLACANT LA DECISION MODIFICATIVE N°1 DU BUDGET DE LA RMCF

Faisant suite aux diverses intégrations et clôture du budget RMC 01/702, il s'est avéré que les lignes créées sur le DM n°1 du budget RMCF sont erronées et doivent faire l'objet de rectifications.

FONCTIONNEMENT					
DEPENSES			RECETTES		
chapitre	article	Prévisions	chapitre	article	Prévisions
014	7098	13 326,94 €	70	70878	27 696,80 €
		loyers annuit TR 19/202			
67	673	12 763,97 €			
		2 RMCF doulon			
023		1 605,89 €			

Dépassement crédits consommés à hauteur de 12562,19€

042		042
TOTAL	27 696,80 €	TOTAL 27 696,80 €

INVESTISSEMENT					
DEPENSES			RECETTES		
chapitre	article	Prévisions	chapitre	article	Prévisions
001		535 951,51 €	10	1068	534 345,62 €
			021		1 605,89 €
TOTAL		535 951,51 €	TOTAL		535 951,51 €

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

**ANNULE ET REMPLACE** la délibération 2025-D028 du 11 avril 2025.

**ANNULE ET REMPLACE** la décision modificative n°1

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.

Copie certifiée conforme.

A Formiguères, le 05/01/2026

Le Maire,  
S. VALLS



Conformément aux dispositions des articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du code général des collectivités territoriales, la présente délibération sera affichée en mairie pendant un mois, publiée au recueil des actes administratifs et transmise à l'autorité administrative compétente de l'État, Monsieur le Préfet des Pyrénées-Orientales, en vue de devenir exécutoire.

**Voies et délais de recours :**

En application de l'article R.421-1 du code de justice administrative, toute personne intéressée peut contester la légalité de la présente décision dans les deux mois qui suivent la date de publication et/ou sa notification.  
A cet effet, elle peut saisir le Tribunal administratif de MONTPELLIER (Espace Pict. 6 Rue Pict, 34063 MONTPELLIER CEDEX 02) d'un recours pour excès de pouvoir. Elle peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision et/ou d'un recours hiérarchique le représentant de l'État dans le département. Cette démarche proroge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit après l'écoulement d'un délai de deux mois suivant la réception de ce recours. L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut décision de rejet implicite. Toutefois, lorsqu'une décision explicite de rejet intervient avant l'expiration de cette période, elle fait à nouveau courir le délai de recours.  
Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « 11ère recours citoyen » accessible par le site internet [www.11erecours.fr](http://www.11erecours.fr).

2025-D118  
Annexe  
2025-0045

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
DEPARTEMENT DES PYRÉNÉES-ORIENTALES  
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL  
COMMUNE DE FORMIGUÈRES

Envoyé en préfecture le 11/06/2025  
Reçu en préfecture le 11/06/2025  
Publié le 11/06/2025

100825

ID: 006-21600825-20250603-2025\_0045-DE

Date de convocation  
27/05/2025

Date d'affichage  
27/05/2025

NOMBRE DE MEMBRES				
EN EXERCICE	PRESENTS	ABSENTS	PROCURATIONS	SECRETAIRE DE SEANCE
10	8	2	2	S. VAILLS

Séance du 03 juin 2025

L'an deux mille vingt-cinq et trois juin à 19h00, le Conseil Municipal de cette Commune régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de Monsieur PETTIOUX Philippe, Maire,

Présents : J. LAUBRAY, V. PICHEYRE, J. CORREIA, R. VILALTA, J.-N. GOULLIER, S. VAILLS, P. PETTIOUX  
A. COMPAGNON  
Absents : P. MIRAN, F. BADIE  
Procurations : P. MIRAN à P. PETTIOUX, F. BADIE à R. VILALTA

Objet de la Délibération  
DECISION MODIFICATIVE BUDGET RMCF N°1 POUR L'INTEGRATION DU RESULTAT 2024 DE LA REGIE RMC ET LE REMBOURSEMENT DU TROP-PERCU DE LOYER POUR L'ESF

Le Maire expose qu'à la suite de la clôture de la régie RMC, le résultat 2024 de ladite régie a été, dans un premier temps et de façon provisoire, intégré au budget communal.  
La nouvelle régie RMCF étant maintenant en activité, il convient d'intégrer le résultat 2024 de la régie clôturée à la nouvelle régie RMCF.

D'autre part, nous avons relevé un trop-perçu de loyer pour l'ESF que nous devons régulariser.  
Le détail est annexé à cette délibération.

66082	RMCF	DM n°1 2025
Code INSEE	REMONTÉES MECANIKES ET COMMERCIAL FORMIGUERES	

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU Non Renseigné  
Intégration des reports du budget RMCF

Désignation	Dépenses		Recettes	
	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
FONCTIONNEMENT				
R-002 : Résultat d'exécution reporté (excédent ou déficit)	0.00 €	0.00 €	0.00 €	424 405.33 €
TOTAL R 002 : Résultat d'exécution reporté (excédent ou déficit)	0.00 €	0.00 €	0.00 €	424 405.33 €
D-2020 : Autres	0.00 €	424 405.33 €	0.00 €	0.00 €
TOTAL D 011 : Charges à caractère général	0.00 €	424 405.33 €	0.00 €	0.00 €
D-1020 : Rabais-remises-courtois sur ventes de produits	0.00 €	13 326.94 €	0.00 €	0.00 €
TOTAL D 014 : Attributions de produits	0.00 €	13 326.94 €	0.00 €	0.00 €
D-2023 : Virement à la section d'investissement	13 326.94 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
TOTAL D 023 : Virement à la section d'investissement	13 326.94 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
TOTAL FONCTIONNEMENT	13 326.94 €	437 732.27 €	0.00 €	424 405.33 €
INVESTISSEMENT				
D-001 : Soie d'exécution de la section d'investissement	0.00 €	535 951.51 €	0.00 €	0.00 €
TOTAL D 001 : Soie d'exécution de la section d'investissement	0.00 €	535 951.51 €	0.00 €	0.00 €
R-021 : Virement de la section d'exploitation	0.00 €	0.00 €	13 326.94 €	0.00 €
TOTAL R 021 : Virement de la section d'exploitation	0.00 €	0.00 €	13 326.94 €	0.00 €
R-1020 : Autres réserves	0.00 €	0.00 €	0.00 €	535 951.51 €
TOTAL R 10 : Dotations, fonds divers et réserves	0.00 €	0.00 €	0.00 €	535 951.51 €
D-2120 : Installat généraux, agencements, aménagements des construct	13 326.94 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
TOTAL D 21 : Immobilisations corporelles	13 326.94 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
TOTAL INVESTISSEMENT	13 326.94 €	535 951.51 €	13 326.94 €	535 951.51 €
Total Général	947 029.90 €	947 029.90 €	947 029.90 €	947 029.90 €

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,  
DECIDE de procéder à diverses régularisations d'écritures sur le budget RMCF sous forme de décision modificative ;

Cette décision modificative, prend en compte plusieurs modifications d'affectation de comptes à la demande de la trésorerie.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.  
Copie certifiée conforme.  
A Formigüeres, le 03/06/2025

Le Maire,  
PETITQUEUX Philippe



[illegible]

ID: 066-216600825-20250603-2025 D045-DE

Année	Indice	Indice technique	Local commercial	Indice sans indice inséré du coût de la construction	Indice	Indice technique	Local commercial	Indice sans indice inséré du coût de la construction	Année
2012-2013	100	65	40	1 300,00 € 4 080,00 € 5 380,00 €	2013-2014	105	65	40	1 300,00 € 4 080,00 € 5 380,00 €
BAL ADMINISTRATIF DE 3 ANS DU 01/12/2012					BAL ADMINISTRATIF DE 3 ANS DU 01/12/2013				
2013-2014	105	65	40	1 300,00 € 4 080,00 € 5 380,00 €	2014-2015	105	65	40	1 300,00 € 4 080,00 € 5 380,00 €
BAL ADMINISTRATIF DE 3 ANS DU 01/12/2013					BAL ADMINISTRATIF DE 3 ANS DU 01/12/2014				
2014-2015	105	65	40	1 300,00 € 4 080,00 € 5 380,00 €	2015-2016	105	65	40	1 300,00 € 4 080,00 € 5 380,00 €
BAL ADMINISTRATIF DE 3 ANS DU 01/12/2014					BAL ADMINISTRATIF DE 3 ANS DU 01/12/2015				
2015-2016	105	65	40	1 300,00 € 4 080,00 € 5 380,00 €	2016-2017	105	65	40	1 300,00 € 4 080,00 € 5 380,00 €
BAL ADMINISTRATIF DE 3 ANS DU 01/12/2015					BAL ADMINISTRATIF DE 3 ANS DU 01/12/2016				
2016-2017	105	65	40	1 300,00 € 4 080,00 € 5 380,00 €	2017-2018	105	65	40	1 300,00 € 4 080,00 € 5 380,00 €
BAL ADMINISTRATIF DE 3 ANS DU 01/12/2016					BAL ADMINISTRATIF DE 3 ANS DU 01/12/2017				
2017-2018	105	65	40	1 300,00 € 4 080,00 € 5 380,00 €					



Conformément aux dispositions des articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du code général des collectivités territoriales, la présente délibération sera affichée en mairie pendant un mois, publiée au recueil des actes administratifs et transmise à l'autorité administrative compétente de l'Etat, Monsieur le Préfet des Pyrénées-Orientales, en vue de devenir exécutoire.

#### Voies et délais de recours :

En application de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, toute personne intéressée peut contester la légalité de la présente décision dans les deux mois qui suivent la date de publication et/ou sa notification.

À cet effet, elle peut saisir le Tribunal administratif de MONTPELLIER (Espace Ptiol, 6 Rue Ptiol, 34063 MONTPELLIER CEDEX 03) d'un recours pour excès de pouvoir. Elle peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision et/ou d'un recours hiérarchique le représentant de l'Etat dans le département. Cette démarche proroge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit après l'écoulement d'un délai de deux mois suivant la réception de ce recours. L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut décision de rejet implicite. Toutefois, lorsqu'une décision explicite de rejet intervient avant l'expiration de cette période, elle fait à nouveau courir le délai de recours.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

[illegible]